IL Y A TRENTE ANS, DISPARAISSAIT BENYAHIA

Un homme d'exception

Il y a exactement trente ans, le 3 mai 1982, disparaissait Mohamed Seddik Benyahia, dans l'explosion d'un avion spécial en route vers Téhéran dans le cadre d'une médiation destinée à mettre fin au sanglant conflit opposant l'Iran et l'Irak.

Photo : DR

Par Ammar Belhimer

La guerre Iran-Irak, connue à Téhéran sous le nom de Guerre imposée ou Défense sacrée, à Baghdad sous le nom de QÇdisiyyah de Saddam, opposera les deux pays entre septembre 1980 et août 1988.

Pour l'essentiel, les grandes puissances, URSS comprise, étaient suspicieuses à l'endroit de la République islamique iranienne, voyaient en l'Irak un pays qui pourrait évoluer vers la laïcité et le modernisme, faire contrepoids à l'Iran.

C'est pourquoi elles ne s'opposent pas dans un premier temps à l'offensive irakienne, allant jusqu'à la soutenir ensuite.

Au total, les dépenses militaires, pertes en produit intérieur brut et capitaux non investis auraient dépassé 500 milliards de dollars pour les deux pays. L'Iran estime officiellement à 300 milliards de dollars le prix de la reconstruction de son économie. L'Irak, pour sa part, l'évalue entre cinquante et soixante milliards de dollars.

Les estimations des pertes en vies humaines sont de 300 000 à plus d'un million de morts iraniens et de 200 000 Irakiens.

Un immense gâchis dont les deux peuples auraient pu faire l'économie si l'appareil du médiateur Benyahia n'avait pas été abattu, à l'entrée de l'espace aérien iranien, par un missile irakien de fabrication soviétique.

Une autre version indique que l'avion, un Gulfstream II du gouvernement algérien avec quatorze personnes à bord dont le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Seddik Benyahia, en route pour Téhéran, fut abattu par un appareil MIG-25 de l'armée de l'air irakienne.

Au préalable, lors de la crise iranienne des otages, Benyahia avait été l'artisan de la libération, en janvier 1981, des otages américains détenus en Iran après la révolution iranienne en 1979.

Retour sur une jeunesse «remarquable»

L'homme aura marqué ceux qui l'ont connu par sa modestie, sa discrétion, sa modération, son érudition et de nombreuses autres qualités intellectuelles.

«Le petit Benyahia», comme aimaient à l'appeler ses compagnons, en raison de sa corpulence fragile, suit une scolarité qui le conduit du collège de Sétif, où il passera quatre ans, au lycée Bugeaud (l'actuel Emir-Abdelkader) à Alger.

«Sujet remarquable» pour ses maîtres, il enchaînera avec des études de droit à l'Université d'Alger, avant de s'inscrire en 1953 au barreau de la même ville. C'est à ce titre qu'il assurera, deux ans plus tard, la défense de Rabah Bitat, écroué à la prison de Barberousse. Il en profitera pour assurer les liaisons avec Abane Ramdane qui venait d'être élargi.

En 1955, il participe à la création de l'Union générale des étudiants musulmans algériens avec Ahmed Taleb Al Ibrahimi et Lamine Khene et fut parmi les organisateurs de la grève des étudiants algériens qui rejoignirent les rangs du Front de libération nationale le 19 mai 1956.

Il sera désigné, en août 1956, au Congrès de la Soummam, membre suppléant du CNRA. A ce titre, celui qui a secondé Ahmed Francis un temps sera coopté au poste de directeur du cabinet du président Ferhat Abbas lors du 2e GPRA.

Depuis, le parcours de Benyahia — né le 30 janvier 1932 à Jijel — croisera à plusieurs endroits celui de Ferhat Abbas, lui aussi natif de Jijel (Taher). Son empreinte dans la formation du jeune Benyahia ne peut être éludée puisque, en fin de parcours, il en fit son directeur de cabinet lorsqu'il présidera le second GPRA à partir de janvier 1960, avant de l'envoyer à Melun en juin 1960 comme porte-parole du «groupe de Tunis» chargé de coordonner les positions avec les «pensionnaires d'Aulnay».

Dépourvu d'administration propre à la tête du GPRA, Abbas ne réunit autour de lui qu'un cabinet d'une demi-douzaine de collaborateurs parmi lesquels se distingue le jeune avocat de vingt-huit ans qui a déjà fait le tour du monde pour assurer la représentation du FLN au Caire, aux Nations unies (en 1957), à Accra (1958), à Monrovia (1959), en Indonésie, à Londres et ailleurs.

Le 21 juin 1960, le GPRA envoie trois émissaires, Mohamed Benyahia, Hakimi Ben Amar, Ahmed Boumendjel, pour rencontrer à Melun le général Robert de Gastines (officier de cavalerie), le colonel Mathon (cabinet militaire de Michel Debré) et Roger Moris (ancien contrôleur civil au Maroc) qui doivent préparer de futurs entretiens de Gaulle-Ferhat Abbas. Mais la délégation réclame des rencontres au niveau le plus officiel, un entretien avec les prisonniers d'Aix, notamment Ahmed Ben Bella, une liberté de manœuvre vis-à-vis de la presse et les ambassades étrangères, une plate-forme officialisant les contacts[1].

Les deux hommes avaient, et garderont, plus d'un trait commun : une intégrité à toute épreuve, un esprit libéral et pondéré. Il y eut Melun, puis le premier et le second Evian. Benyahia est toujours là.

Dans une récente contribution consacrée aux accords d'Evian, Daho Ould Kablia[2] le signale comme particulièrement actif, au centre du dispositif, à partir de la fin de l'année 1961. Le 28 octobre 1961, avec Redha Malek, il rencontre secrètement De Leusse et Chauyet pour obtenir de substantielles concessions : «Quelques progrès sont enregistrés. Mais les Algériens insistent sur la libération des cinq détenus (les prisonniers d'Aix : Boudiaf, Ben Bella, etc. ndlr), ou à tout le moins, la possibilité de les rencontrer. Des assurances leur sont données à cette fin.»

Le 8 novembre de la même année, les mêmes émissaires se retrouvent et échangent des documents se rapportant à quatre dossiers : la nationalité, le statut de l'armée française et le calendrier de son retrait, le régime transitoire et les bases aériennes françaises au Sahara et au centre de Reggane.

Plus tard, le 9 décembre 1961, De Leusse est accompagné de Joxe pour retrouver Benyahia et Dahlab. A l'issue de la rencontre Benyahia est autorisé à rendre visite à Ben Bella. «Cette visite fait évoluer les choses», commente Daho Ould Kablia.

Albert Paul Lentin, qui a suivi de près les négociations d'Evian, le décrit ainsi : «Ce jeune renard aux traits aigus et à l'œil futé se distingue non seulement par une astucieuse subtilité, mais par une volonté de fer. Efficace et avisé, il va de l'avant, en dépit de sa santé chancelante et il se fraie son chemin coûte que coûte, à force de prudente ténacité et de dynamisme contrôlé.» Avant que notre pays ne recouvre sa souveraineté, il fut encore chargé de présider la réunion du CNRA à Tripoli (Libye) en 1962. Il y présidera la commission de sondages, avant de déplorer l'incurie des congressistes et de déposer sa démission et celle de ses deux collègues.

Benyahia, qui connaissait par cœur les poèmes de Jacques Prévert, souffrait du mépris qu'affichaient les nouveaux maîtres de l'Algérie à l'endroit des «diplômés» et de la «chasse aux sorcières» qui leur était faite — le Bureau politique du FLN ne comprenait aucun diplômé et leurs candidatures à l'Assemblée constituante désignée par le Bureau politique étaient systématiquement écartées. Il prendra du recul en s'exilant comme ambassadeur à Moscou et à Londres.

Un ministre d'exception

Il occupera son premier poste ministériel de l'Algérie indépendante à la tête de l'information et de la culture (octobre 1966). A ce poste, de 1967 à 1971, l'Algérie lui doit, notamment, le succès éclatant du premier et dernier Festival panafricain de la culture et de la jeunesse qui vit les rues d'Alger vibrer aux rythmes de Myriam Makeba chantant *Africa* et Manu Dibango glorifiant «Moretti» en 1969. A l'enseignement supérieur, poste qu'il occupe de juillet 1971 à 1977, il est notamment l'artisan de la réforme et de la démocratisation du secteur, avant d'œuvrer à fédérer les organisations estudiantines dans le cadre commun de l'UNJA, unies dans l'action commune (même si les visions et les desseins des uns et des autres demeuraient divergents).

A l'enseignement supérieur, il y fait aboutir une profonde réforme de l'Université algérienne : cinq ans plus tard, le temps que les choses mûrissent, à partir de 1976 l'Algérie formera un millier de médecins, autant de scientifiques, etc.

Dans le même temps, il arrive l'institution universitaire au train des transformations sociales. Le 12 juillet 1973, à l'adresse des étudiants volontaires, en présence du chef de l'Etat, les propos sont empreints de gramscisme : «Votre présence prouve que vous refusez l'université bourgeoise, l'université citadelle, que vous rejetez l'extraterritorialité culturelle pour rentrer dans le pays réel.»

Jean Leca et Jean-Claude Vatin voient dans cette position un «mixage des termes marxistes (université bourgeoise), nationalistes (extraterritorialité), voire franchement traditionalistes (le «pays réel»)»[3]. L'avocat, issu des couches aisées citadines de Jijel, a bien rompu avec ses intérêts originels pour se mettre au seul service de ceux des couches les plus défavorisées et qui, au demeurant, ont le plus donné pour la Révolution.

Plus tard, son nom sera étroitement associé à la rédaction de la sacro-sainte Charte nationale et de l'ordonnance mythique portant révolution agraire, deux textes fondateurs d'un «socialisme spécifique» soucieux de concilier la dimension sociale de l'Etat projetée par le Congrès de la Soummam (elle se réduira vite à une forme rentière et distributive du pouvoir) et une identité nationale construite autour de l'Islam, religion du peuple et de l'Etat. Quelques-uns de ses proches collaborateurs encore en vie rapportent sa réaction à la traduction arabe usuelle des rapports sociaux par «l'exploitation de l'homme par son frère l'homme». Il réfutait la fraternité qui pouvait lier l'exploité à l'exploiteur !

Aux finances (1977-1979), et aux affaires étrangères (1979 à sa mort), il s'illustra dans le dénouement de l'affaire des otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1981 avant de reprendre son bâton de pèlerin de la paix en qualité de chargé d'une mission de bons offices entre l'Irak et l'Iran. Mohamed Seddik Benyahia a été l'artisan de la libération en janvier 1981 des otages américains détenus en Iran après la révolution iranienne en 1979.

Il est mort au-dessus de la frontière entre l'Iran et la Turquie le 3 mai 1982 et avec lui une délégation du MAE composée de 15 cadres, son avion ayant été abattu par un tir de missile dont l'Irak est, sans l'ombre d'un doute, responsable.

D'année en année, les conditions de sa disparition livrent, en effet, de plus en plus leurs mystères, et l'accumulation des faits autorise à privilégier la piste irakienne dans la responsabilité de l'attentat.

Peu de temps avant l'incident, le 17 avril 1982, Saddam Hussein avait reçu le chef de la diplomatie algérienne mais aucun compte-rendu ne rend compte de la teneur de leurs entretiens.